

• (1650)

[Français]

M. Henri Tousignant (Témiscamingue): Monsieur le Président, évidemment, nous voilà devant la Chambre, encore une fois, pour débattre du projet de loi qui doit permettre au gouvernement d'emprunter les sommes d'argent nécessaires afin d'administrer ses propres affaires. Je trouve cet exercice hypocrite et quelque peu inutile. Quand on entend tout ce qui s'est dit concernant ce débat par les gens de l'opposition! Évidemment, nous avons eu droit à toutes les accusations qu'il est possible d'entendre depuis le début de la confédération, à la Chambre, et que j'entends, moi, depuis au moins quatre ou cinq ans. Et ceci fournit aux gens de l'opposition l'occasion de répéter et de cracher, si l'on veut, toute leur hargne à l'encontre du gouvernement. Et ces accusations, ces faussetés, ces insanités nous sont répétées aujourd'hui et depuis le début du débat sur le pouvoir d'emprunt du gouvernement.

Comme je le disais tout à l'heure, à mon avis, c'est un exercice d'hypocrisie. D'abord, nous savons que de toute façon le gouvernement devra emprunter pour faire fonctionner son commerce. Nous le savons. Peu importe ce qui sera dit de l'autre côté. Alors, pourquoi faire perdre le temps de la Chambre en répétant continuellement les mêmes insanités? Si les gens d'en face pouvaient nous apporter quelque chose de constructif . . .

M. McDermid: Fermez la Chambre!

M. Tousignant: Évidemment, il faudrait peut-être plutôt s'interroger sur la situation actuelle. Pourquoi est-ce que le gouvernement a besoin d'emprunter pour faire fonctionner son commerce? Il faudrait penser que l'on a traversé une période de récession et que les affaires ont été moins bonnes. La différence, monsieur le Président, entre un gouvernement et son pouvoir d'emprunter et une entreprise privée, c'est simple. Un gouvernement, surtout un gouvernement national, a quand même la responsabilité de maintenir une certaine économie toute relative. On ne peut pas dire aux gens: Écoutez, cela va mal, vous n'avez pas de travail, vous n'avez rien à gagner, on se «foute» de vous, débrouillez-vous comme vous voudrez! Alors, le gouvernement national peut se permettre et doit, pour traverser des périodes difficiles, emprunter des sommes d'argent nécessaires. Et une fois que la situation économique s'améliore, on peut rembourser. Bien sûr, dans l'entreprise privée, quand on dépasse sa capacité d'endettement, on fait banqueroute. Tout le monde comprend cela! Il s'agit donc d'un pouvoir que le gouvernement possède et, Dieu soit loué, que les gouvernements nationaux possèdent pour emprunter l'argent nécessaire lorsque nous avons à traverser des périodes difficiles! Mais comme je le mentionnais tout à l'heure, l'opposition se plaît durant cette période de débat à nous revenir avec toutes les accusations, toutes les litanies que nous avons entendues depuis cinq ans. On nous parle, par exemple, de la Canadair, de la de Havilland, de la politique énergétique. On nous a même parlé des personnes âgées. Imaginez-vous on a des leçons à recevoir du parti de l'opposition sur la manière de traiter les personnes âgées. Imaginez-vous cela! Il est scandaleux de se faire donner des leçons par le parti de l'opposition en ce qui touche aux personnes âgées.

Pouvoir d'emprunt—Loi

Pour en revenir, puisqu'on en a fait mention, à la Canadair, je voudrais tout simplement leur poser la question suivante. C'est beau de dire ah!, la Canadair accumule des déficits considérables. Mais on parle quand même de 8,000 emplois. J'aimerais qu'on nous dise, par exemple, ce que cela représenterait si le gouvernement canadien ne maintenait pas cette compagnie en fonctionnement, et ce que cela pourrait représenter de manque à gagner, et la même chose pour la de Havilland. Les progressistes conservateurs de l'époque, à la fin des années 1950 sous le régime de M. Diefenbaker, ont mis la hache dans le programme Arrow. Ils s'en mordent sûrement les pouces aujourd'hui. Si on avait maintenu ce programme, peut-être que cela aurait coûté des millions de dollars, à ce moment-là; mais peut-être qu'aujourd'hui cela serait profitable au pays. Évidemment, nous aussi nous souhaiterions que la de Havilland et la Canadair puissent faire leurs frais. Mais, pour le moment, ce n'est pas possible. Alors, vaut-il mieux tout simplement laisser tomber les entreprises, mettre tous ces gens-là en chômage, oublier la haute technologie, dire good bye à la haute technologie, que cela s'en aille ailleurs et nous concentrer plutôt sur des entreprises de «broche à balles»? Est-ce vraiment cela que l'Opposition souhaite?

D'autres députés ont cité des chiffres hors contexte. Or, cela, c'est le «fun». Cela est plaisant et facile, à savoir faire injure à l'intelligence des gens en citant des chiffres hors contexte. Il y en a un qui a mentionné, tout à l'heure, que durant les 100 premières années de la Confédération, monsieur le Président, le déficit était trois fois moins élevé qu'il ne l'est cette année. Non, mais cela n'est-il pas beau à entendre! Durant les 100 premières années de la Confédération, le déficit était moins élevé qu'il ne l'est cette année.

D'abord, je voudrais répondre à cet honorable député que oui, après 100 années d'activité, la Confédération canadienne, et je prends les chiffres de 1967 car il avait probablement les chiffres de 1867, moi aussi j'ai les chiffres de 1967, le produit national brut canadien était de 60 milliards de dollars. Soixante milliards de dollars durant 100 ans d'activité . . . On faisait un chiffre d'affaires, c'est-à-dire que le produit national brut était de 60 milliards de dollars. Alors que, aujourd'hui . . . Peut-être qu'en 1867, j'imagine que le produit national brut . . . Je le demanderai à l'Opposition, ils doivent savoir cela, eux! Quel était le produit national brut en 1867? Mais en 1967 le produit national brut était de 60 milliards de dollars. Alors que, en 1983, le produit national brut est de 390 milliards de dollars . . .

Une voix: Cela, ils ne le savent pas!

M. Tousignant: Alors qu'on multiplie par trois le produit national brut de 1967, après 100 ans d'activité, qu'on multiplie par trois, s'il était de 60 milliards, cela fait quand même 180 milliards de dollars seulement alors qu'actuellement le produit national brut est de 390 milliards de dollars.

A l'époque des progressistes conservateurs, sous le régime de M. Diefenbaker, vous connaissez cela, en 1958-1959, 1959-1960, 1960-1961, la dette publique en pourcentage du revenu personnel des individus . . . Alors qu'aujourd'hui cette dette publique est de 37 p. 100, sous le régime de M. Diefenbaker, et on a l'air de se plaindre des dernières années, on a la nostalgie des années passées, sous le régime de M. Diefenbaker, dis-je, le